

Jean-Paul Brighelli, auteur de "La Fabrique du Crétin"

Jean-Paul Brighelli, est professeur agrégé de lettres à Montpellier et écrivain. Ancien militant d'extrême gauche, il a longtemps enseigné dans les ZEP (zones d'éducatons prioritaires) de la banlieue parisienne. Il se range, aujourd'hui, résolument dans le camp des laïques et défend avec force les valeurs républicaines de l'école publique. Jean-Paul Brighelli est l'auteur, entre autre, de trois ouvrages publiés aux éditions Gawsewitch dénonçant avec virulence les graves disfonctionnement du système scolaire et proposant quelques pistes pour sortir de l'engrenage infernal d'un pédagogisme post soixante-huitard destructeur : « La fabrique du crétin » 2005, « A bonne école » 2006, « Une école sous influence ou Tartuffe-Roi » 2006.

Riposte Laïque : La fabrique du crétin, publié en 2005, a été un véritable pavé jeté dans ce qu'on pourrait appeler « l'inertie bien pensante d'un néo-pédagogisme ravageur ». Pourquoi avez-vous écrit ce livre ?

J-P Brighelli : D'abord, ce n'était pas le premier pavé dans la mare. Milner (De l'école) et Maschino (Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?) ont publié leurs analyses en 1984. Michéa a soi son remarquable essai (l'Enseignement de l'ignorance) en 1999. Avant moi encore, Rachel Boutonnet ou Marc Le Bris. Mon seul mérite a été la condensation, au sens chimique du terme, des mécontentements en suspension.

Le déclic, ce furent les « programmes Viala » sur le Français au lycée appliqués depuis 2000, et dont je voyais enfin les ravages au niveau du Bac – il y a toujours un temps de latence entre la mauvaise action et ses conséquences. Il fallait absolument faire quelque chose – d'autant que politiquement parlant, ce n'était pas encourageant : la gauche, ma famille naturelle, avait trahi l'Ecole, et la droite, complexée comme d'habitude dès qu'il s'agit d'école, entérinait les plus

mauvais projets.

Darcos, ministre sous Ferry, avait bien pensé supprimer les IUFM – ces usines à pensée unique et à Lingua Tertii Impirii, comme disait si bien Victor Klemperer – mais rien ne s'était décidé, et bientôt la loi Fillon a entériné les pires décisions des ministères Allègre ou Lang. Il fallait hurler, sous peine de ne plus jamais avoir le droit de gémir.

Riposte Laïque : « L'école de la République ne remplit plus sa mission », affirmez-vous dans cet ouvrage. Le fameux « malaise des enseignants », relancé ces derniers jours par l'affaire de la gifle donnée par un professeur de collège à un élève qui le traitait de « connard », est-il un facteur aggravant de cette débâcle programmée par « quarante ans d'expériences imbéciles » ?

J-P Brighelli : Le malaise enseignant est un symptôme. Ce qui se dit dans les salles de profs n'est pas imprimable, tellement ça flirte avec l'obscène et le découragement. On sent bien, et l'affaire de Maubeuge en est un marqueur de choix, qu'il suffirait d'un rien pour cristalliser le ras-le-bol : ras-le-bol aussi bien de ces enseignants du baby-boom – plus ou moins proches de la retraite – qui n'ont pas forcément envie de quitter le navire, ras-le-bol aussi des enseignants plus jeunes, et qui, quoique formatés par les Khmers rouges de la Pensée Pédagogique Unique, sont venus au métier par amour d'une discipline qu'il ne leur est plus permis de réellement enseigner. Nous sommes devenus de gentils animateurs, mais pas contents.

Riposte Laïque : Dans un débat avec Philippe Mérieux, publié en septembre 2005 dans le Figaro Littéraire (<http://www.unsa-education.org/sien/divers/debatMeirieuBrighelli.htm>), vous dites avoir été menacé de mort par des élèves islamistes pour avoir commenté un texte de Voltaire sur Abraham. Ces élèves vous accusaient d'avoir insulté le Coran. « Nous sommes confrontés à une montée de l'ignorance violente et c'est à ce défi que nous devons faire face », pouvez-vous expliquer vos propos ?

J-P Brighelli : Il s'agissait de l'article « Abraham » du

Dictionnaire philosophique. J'enseignais alors à Corbeil-Essonnes, avec des élèves qui, très fiers, affirmaient appartenir au GIA – au moment où les extrémistes algériens se livraient quotidiennement, à Blida et ailleurs, à des massacres abominables – des élèves, gentils, par ailleurs, qui se disaient fièrement antisémites. Je raconte, aussi, comment j'ai dû en prendre un par l'oreille, le traîner avec toute la classe au CDI et lui faire lire l'article « sémite » du Petit Larousse, pour bien lui faire comprendre qu'un Arabe antisémite scie la branche sur laquelle il est assis. Tout ça, c'est de l'ignorance. L'imam de la mosquée d'Evreux, interrogé à ma demande par l'élève, a bien dû reconnaître que Voltaire n'inventait rien, et que Juifs et Musulmans étaient demi-frères.

Riposte Laïque : La MGEN a enregistré, entre 2007 et 2008, 1900 cas d'agressions et d'insultes contre le personnel de l'Education Nationale. Ce professeur du collège de Berlaimont dans le Nord, hauteur de la fameuse gifle, va être jugé le 23 mars. A ce jour, seulement deux syndicats, le SNES de Lille et le Snalc-CSEN, ont lancé une pétition pour le soutenir (www.snalc.asso.fr/petition.tpl).

Du côté des fédérations de parents d'élèves les réactions sont plutôt timides. Face aux agressions de plus en plus nombreuses qu'ils subissent, les enseignants se sentent trop souvent isolés, délaissés y compris par leur hiérarchie. Comment expliquez-vous cette absence de soutien ?

J-P Brighelli : La consigne muette des chefs d'établissement, c'est « pas de vagues ». Le rapport Obin, il y a maintenant trois ans, faisait la liste des petites lâchetés au quotidien auxquelles se résignent les Principaux de collège et proviseurs de lycées pour ne pas faire d'esclandre, en donnant presque systématiquement raison à l'élève contre le prof. L'attitude du SNES a elle-même été très longtemps ambiguë, comme l'est à ce jour celle de l'UNSA ou du SGEN – relents de culpabilité post-coloniale, peut-être, comme je l'explique dans mon prochain livre « Fin de récré ». C'est ce qui fait que l'Histoire contemporaine ne peut être traitée sereinement

en classe – dès les plus petites classes.

Riposte Laïque : Le Rapport Pochard relance la polémique sur l'autonomie des établissements d'enseignement public, il réaffirme la nécessaire bivalence (enseignement de deux matières) des enseignants et il aborde un point particulier concernant le pré-recrutement des profs, sorte de discrimination positive en faveur des collèges et lycées dits « sensibles », mesure qui, pour certains, renforcera la ghettoïisation des élèves. Ces trois orientations qui visent à réformer le système sont elles liées ?

J-P Brighelli : En un sens, oui. Le rapport est à la fois dans la ligne libérale la plus aberrante, et la doxa pédagogue la plus étroite – il est même la preuve par neuf de la collusion de ces deux sphères. L'autonomie des établissements permettra de consacrer un peu plus de 10% à des actions « d'éducation, au détriment de l'instruction – à croire que personne, dans la techno-structure de l'Education Nationale, n'a jamais pris le temps de lire Condorcet.

La bi-valence va dans le même sens – moins de Savoirs savants, plus d'animation.

Quant à la proposition des Pochard, Forestier et Maurin de recruter les enseignants de ZEP parmi les élèves de ZEP, et de leur réserver le bénéfice d'un nouvel IPES, elle est tout simplement monstrueuse, comme je l'ai dit sur mon blog (<http://bonnetdane.midiblogs.com>) : nourris dans le ghetto, ils sont priés d'y rester. La discrimination positive a été abandonnée aux Etats-Unis, mais nous sommes plus intelligents...

Riposte Laïque : Enseignante dans une école du centre ville de Marseille, je suis confrontée au problème du voile des accompagnatrices de sorties scolaires et je suis profondément atterrée de voir, tous les jours, une mère d'élève venir chercher son enfant avec une voilette sur le visage. Quelle est votre position concernant les dispositions prises par la HALDE pour défendre, au nom de la lutte contre les discriminations, les mères voilées encadrant ces sorties scolaires ?

J-P Brighelli : Il faut être clair. Une école est un lieu de

liberté en formation, comme dit merveilleusement Catherine Kintzler (Qu'est-ce que la laïcité ?) – ce n'est pas ce lieu de tolérance qu'est l'espace public. Et lorsque l'école sort des murs, elle emporte ses principes avec elle. Rien n'oblige des mères d'élèves à venir prêter main forte aux instituteurs pour encadrer les enfants dans les sorties scolaires – rien, sauf le désir de créer un scandale, ou tout au moins un précédent. Toute déclaration qui autorisera ce genre de dérive est, volontairement ou non, le début d'une trahison de la laïcité scolaire. Alain Seksig, IEN et membre de la LICRA, s'en est expliqué fort clairement dans une interview publiée par Respublica
(http://www.gaucherepublicaine.org/2,article,1682,,,,_Laicite-un-voile-peut-en-cacher-un-autre.htm).

Riposte Laïque : Dans l'excellent ouvrage collectif « L'école face à l'obscurantisme religieux » (<http://lamaisondesenseignants.com/download/document/rapportobin2.pdf>) vous commentez le rapport Obin dans un chapitre intitulé « Pitié pour les filles ». Vous y dénoncez, entre autre, l'apprentissage de la citoyenneté, « dernière tarte à la crème à la mode chez les pédagogues » qui engendre plus de résistance à la laïcité et à la démocratie que les prêches des « barbus » rebaptisés « grands frères ». Et vous concluez en ces termes : « Entre l'émeute et la révolution, l'une mortifère et l'autre improbable, il est une voie étroite, la seule réaliste, qu'on appelle la laïcité. Il est temps de l'emprunter et de ne pas la rendre ». Quels sont les retombés du rapport Obin ? Au-delà de ses révélations peut-il encore contribuer au retour à une école publique réellement laïque et républicaine ?

J-P Brighelli : Lorsque Darcos a prononcé la fin de la carte scolaire, on a entendu les chœurs de gauche protestant hautement. C'était oublier que ceux qui savaient comment contourner la carte le faisaient depuis des lustres. Après presque une année d'exercice, on sait maintenant à qui cet assouplissement de la carte a profité : la plupart des demandes de dérogation, d'après les chiffres du ministère,

viennent de jeunes filles de ZEP désireuses d'échapper au ghetto – au ghetto familial comme au ghetto scolaire. Je ne suis pas sûr que ce fût le résultat qu'escomptait le ministère, mais j'ai entendu le ministre s'en féliciter. Cela dit, il est évident que le gouvernement actuel est le lieu de tensions sérieuses entre francs laïques et futurs collabos – ces derniers camouflés (à peine) sous le voile de la « laïcité positive », dont Jean Baubérot s'est fait l'infatigable défenseur – preuve encore de cette collusion d'une certaine gauche avec ce que le libéralisme a produit de plus abscons. Big brother n'est plus de droite ou de gauche – il est dans le partenariat des sous-penseurs de droite et de gauche – ce qu'on appelle en un sens l'ouverture.

Propos recueillis par Brigitte Bré Bayle

Pour en rire, deux sketches incontournables :

A écouter : « L'instituteur » de Jean Dell,
<http://storage.canalblog.com/72/09/209246/9969306.swf>

A voir : « Education Nationale » des Inconnus,
www.dailymotion.com/relevance/search/education%2Bnationale/video/x3q607_les-inconnus-education-nationale_fun